

**Intervention de S.E. Mme Sylvie Lucas  
Représentant permanent du Luxembourg auprès des Nations Unies**

**Application de la note S/2010/507 :  
Séance de synthèse sur les travaux du Conseil au mois de janvier 2013**

**31 janvier 2013**

Monsieur le Président,

Pour commencer, permettez-moi de vous remercier d'avoir organisé cette séance de synthèse et de renouer avec une pratique qui s'était perdue depuis le mois de mars 2005. Cette initiative, tout comme le format retenu aujourd'hui qui permet d'associer les membres des Nations Unies qui ne sont pas membres de ce Conseil, contribuent à accroître la transparence de nos travaux, une évolution qui nous importe grandement. Nous nous félicitons que la future Présidence coréenne ait d'ores et déjà signalé son intention de poursuivre cette pratique.

Ce premier mois de notre mandat de deux ans au Conseil de sécurité nous a permis de nous pencher sur un large éventail de questions. Parmi les sujets traités, il est possible de dégager certaines tendances lourdes qui nous confortent dans nos convictions.

Le Luxembourg promeut depuis longtemps une approche globale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, fondée sur le lien intrinsèque entre sécurité, développement, droits de l'homme et état de droit.

La plupart des questions dont nous étions saisis au cours de ce mois confirment le bien-fondé de cette approche, en ce sens qu'elles posent des défis à plusieurs facettes qu'on ne saurait affronter en ayant recours à un seul des instruments à notre disposition. La présidence pakistanaise a promu cette approche lors des deux débats thématiques qu'elle a organisés, le premier sur la lutte contre le terrorisme et le second sur le maintien de la paix. Lors de ce second débat, le Conseil a pu adopter une résolution qui reconnaît le caractère multidimensionnel du maintien de la paix en faisant le lien avec les activités de consolidation de la paix et la nécessité de s'attaquer aux causes profondes des conflits. La résolution 2086 constitue un vrai pas en avant parce qu'elle adapte les activités de maintien de la paix aux réalités multiformes dans lesquelles elles interviennent. Je voudrais également mettre en exergue le fait que la résolution aborde de manière extensive la question de la protection des femmes et des enfants, c'est-à-dire des personnes les plus vulnérables dans les situations de conflit et d'après conflit.

En ma qualité de présidente du Groupe de travail du Conseil sur les enfants et les conflits armés, je me réjouis tout particulièrement des dispositions pertinentes de la résolution 2086. Celles-ci sont d'autant plus importantes que différentes situations examinées par le Conseil au cours du mois nous ont fourni la preuve de la nécessité impérieuse d'agir en la matière. Il est à saluer, dans ce contexte, que la résolution 2088 prorogeant d'une année le mandat du Bureau intégré des Nations Unies en République centrafricaine ait pu intégrer du langage fort sur la protection des enfants. Vous pouvez compter sur nous pour rester vigilant en la matière tout au long de notre mandat.

Monsieur le Président,

Nous sommes également convaincus que le maintien de la paix et de la sécurité internationales ne doit pas se limiter à réagir à des situations de crise et de conflit, mais doit au contraire réserver une place importante à la prévention des conflits. Dans ce domaine, le Conseil de sécurité a eu l'occasion de se pencher durant ce mois sur les activités du Centre régional pour la diplomatie préventive en Asie centrale et celles du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest. Ces deux structures contribuent à la prévention des conflits à un coût modéré au regard du résultat atteint. Nous sommes convaincus de la pertinence de cette approche et nous souhaitons que le Conseil de sécurité puisse trouver les moyens appropriés d'accorder encore plus d'attention à la prévention des conflits à l'avenir.

Monsieur le Président,

La performance de ce Conseil se mesure aussi à sa capacité de répondre efficacement aux crises qui n'ont malheureusement pas pu être prévenues. Au cours de ce mois, le Conseil a su réagir et envoyer des messages clairs pour aider à la résolution de la crise en République centrafricaine. Dans un tout autre contexte, le Conseil a répondu de façon appropriée au tir de missile auquel a procédé la République populaire démocratique de Corée en adoptant la résolution 2087.

Après des mois de crise et de partition de fait du pays, la situation au Mali a connu une évolution rapide, suite à l'intervention militaire de la France en réponse à la demande d'assistance urgente du Président du Mali. Nous nous félicitons de cette intervention et de la façon dont le Conseil a été tenu informé de ses progrès. Tout doit désormais être mis en œuvre par ce Conseil pour faciliter le déploiement de la MISMA dans les meilleurs délais, y compris en décidant d'un paquet de soutien logistique conséquent, et pour accompagner la mise en œuvre effective et rapide de la transition politique au Mali. Seule une action engagée à ces deux niveaux permettra de jeter les bases de la refondation d'un Mali stable, sûr et démocratique.

En Syrie par contre, comme l'ont montré nos discussions avec le Représentant spécial conjoint, Monsieur Lakhdar Brahimi, avant-hier, la perspective d'une solution au conflit apparaît malheureusement toujours aussi lointaine. Tandis que le décompte des morts continue par dizaines de milliers et que la liste des violations graves des droits de l'homme ne cesse de s'allonger, l'urgence

d'une action déterminée de la part de notre Conseil devrait s'imposer d'elle-même pour faire cesser les hostilités et créer les conditions permettant le retour à la paix et à la sécurité en Syrie. Nous voulons tous que notre Conseil soit à la hauteur de la responsabilité principale que lui confère la Charte. Nous avons la conviction qu'avec la volonté politique requise, le Conseil a les moyens de se ressaisir et d'envoyer les messages requis aux parties pour les encourager à rechercher une solution politique négociée à la crise en Syrie. Dans l'immédiat, il nous semblerait important que le Conseil puisse lancer un appel aux autorités syriennes à permettre un accès immédiat, libre et sans entraves à toutes les populations qui ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, et à autoriser les opérations transfrontalières.

D'autres situations de conflit, comme l'Est de la République démocratique du Congo, continueront de demander notre attention au cours des semaines et des mois à venir. Il importera à cet égard de porter un regard nouveau sur l'approche du Conseil et sur les moyens à mettre en œuvre. Il en va de même pour le processus de paix au Moyen-Orient où le Conseil devrait s'impliquer plus activement au-delà des débats périodiques.

Je ne vais pas citer tous les dossiers abordés au cours de ce mois, mais permettez-moi de mentionner encore la mission très utile que nous venons d'effectuer au Yémen. Elle nous a donné l'opportunité d'échanges fructueux avec les parties à la transition. Il me semble important d'en faire le bilan afin de guider nos réflexions et travaux futurs en rapport avec la situation au Yémen et au-delà.

Monsieur le Président,

Je ne saurais terminer sans vous exprimer, à vous et à votre équipe, mes félicitations pour la manière dont vous avez conduit nos travaux tout au long de ce mois. Vous nous avez guidés avec énergie et savoir-faire et vous avez su accueillir chaleureusement et avec compréhension les nouveaux membres élus du Conseil. Je voudrais vous assurer de notre gratitude et vous témoigner de l'honneur que nous avons ressenti de pouvoir débiter notre mandat au Conseil sous votre Présidence.

Je vous remercie de votre attention.